

Résumé exécutif

Les conditions de sécurité alimentaire en Haïti s'étaient rapidement détériorées suite à la catastrophe du 12 janvier 2010, qui a provoqué l'effondrement économique de la capitale avec les conséquences que l'on connaît. Présentement, la situation tend à se redresser, avec l'appui de la communauté internationale (aide alimentaire et non-alimentaire d'urgence), la reprise petit à petit de l'activité économique dans la capitale haïtienne, les programmes de « cash for work » générant des emplois, le faible taux d'inflation, etc. On reconnaît toutefois que certains besoins fondamentaux, comme des abris décents et des conditions sanitaires plus adéquates restent largement insatisfaits.

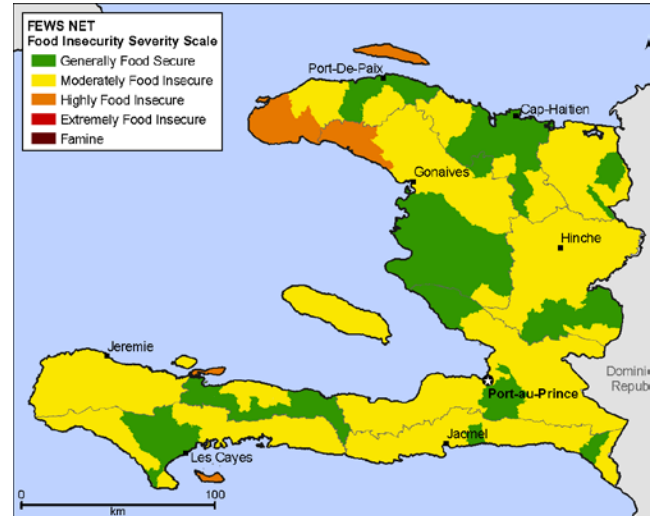
Ainsi l'insécurité alimentaire qui prévaut en Haïti est en général modérée (couleur jaune sur la carte). Les zones en insécurité alimentaire élevée sont surtout localisées dans la péninsule du Nord-Ouest (voir Figures 1, 3-A et 3-B). Depuis l'année dernière, cette région, confrontée à des conditions météorologiques défavorables (sécheresse en particulier), affectant les cultures de haricot et de maïs, a enregistré de très mauvaises récoltes sauf la commune de Jean Rabel. Néanmoins, avec les nouvelles prévisions de pluies, supérieures à la moyenne, cette situation devrait changer. D'autres facteurs clefs tels la baisse des prix des aliments, la hausse des transferts privés et le processus de la reconstruction du pays pourraient aussi jouer favorablement au cours de la période.

En somme, les perspectives s'annoncent plus ou moins bonnes pour les six prochains mois. En effet, l'assistance internationale, les prévisions de pluies au-dessus de la moyenne, l'appui en intrants (engrais et semences), l'encadrement technique dans le cadre de la grande campagne agricole de printemps, l'évolution encourageante des transferts provenant de la diaspora haïtienne particulièrement des Etats Unis et du Canada, sont des facteurs susceptibles d'améliorer les conditions de sécurité alimentaire dans les zones les plus affectées par le séisme et même à travers le pays. Toutefois, la CNSA et FEWS NET attendent l'actualisation de l'Evaluation Rapide de la Sécurité alimentaire en Situation d'urgence (ESASU) prévue pour la mi-juillet 2010, et l'analyse compréhensive de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (ACSAV) pour estimer le nombre de personnes en insécurité alimentaire.

En attendant, les mesures suivantes sont préconisées :

- 1) Se renseigner davantage sur la situation des personnes sinistrées hébergées dans les différents camps pour un meilleur ciblage des interventions;
- 2) Intensifier les programmes de « nourriture et argent contre travail » au profit des populations urbaines déplacées pour atténuer les effets du tremblement de terre et préparer la prochaine saison cyclonique ;
- 3) Renforcer et prolonger l'assistance fournie aux planteurs pour que la campagne agricole de printemps soit une réussite ;
- 4) Accélérer la préparation des plans de contingence pour faire face à la saison cyclonique 2010.

Figure 1. Estimation des conditions actuelles de sécurité alimentaire, avril 2010



Source : CNSA/FEWS NET

Pour plus d'information sur l'échelle de sévérité de l'insécurité alimentaire de FEWS NET, voir: www.fews.net/FoodInsecurityScale

Note : Les zones ne sont pas homogènes et des communes contiguës telles Kenskoff (Ouest) et Marigot (Sud' Est) sont l'une en vert et l'autre en orange. Des poches d'insécurité alimentaire élevée peuvent se cacher au sein de communes considérées comme généralement en sécurité alimentaire.

Ce rapport a été rendu possible grâce au support des organismes suivants:

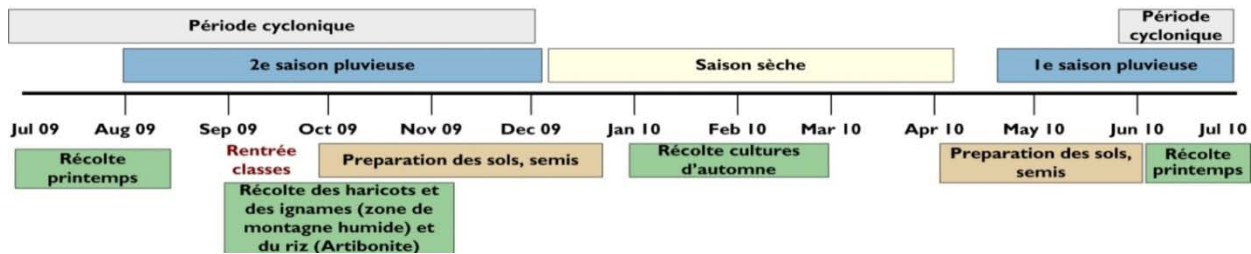


Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues des organisations qui appuient la CNSA (Union Européenne, FAO, PAM) et FEWS NET (USAID).

CNSA : 24, Rue Ogé, Pétiion-Ville, Haïti
Tél : (509) 2510-3933 / 2424-3545

www.cnsahaiti.org

Calendrier saisonnier et les principaux événements



Source : CNSA/FEWS NET

Conditions actuelles de sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est présentée ici sous ses composantes les plus utilisées : la disponibilité (production nationale, approvisionnement des marchés, importations alimentaires, aide alimentaire) et l'accès économique (prix des aliments et d'autres biens et services essentiels, niveaux de revenus). L'utilisation des aliments est aussi un facteur important, mais les informations y relatives (transformation des aliments, état général de santé, taux de malnutrition infantile, accès à l'eau potable et aux services d'assainissement, ...) ne suffisent pas pour être analysées de manière prospective.

Disponibilité alimentaire

La fin du mois de mars, jusqu'au début du mois de juin, correspond généralement à la période de soudure où l'offre alimentaire est la plus faible sur presque tout le territoire national. En dépit de cette situation, certaines récoltes sont en cours : le riz dans les plaines de monoculture (Artibonite, Plaine des Cayes), les légumes dans les montagnes humides, les mangues dans les plaines et les plateaux, la banane et la patate douce un peu partout. Cependant, représentant moins de dix pourcent de la production agricole nationale, ces récoltes ne suffisent pas pour couvrir l'ensemble des besoins alimentaires de la population.

Bien que le séisme ait aggravé les conditions d'offre alimentaire, l'assistance internationale a facilité la reprise quasi normale des importations alimentaires et non alimentaires moins de trois mois après le séisme, à travers la réparation rapide de certaines infrastructures portuaires. Ce qui garantit la disponibilité alimentaire face à la période de soudure. La plupart des importateurs de produits alimentaires (riz, haricot et huile), ont même affirmé (début avril) avoir atteint leur niveau d'activité d'avant-séisme. Effectivement, les marchés, qui ont fonctionné au ralenti dans les semaines après le 12 janvier, sont maintenant très achalandés en biens alimentaires divers, produits localement ou importés.

Par ailleurs, même si les distributions massives de l'aide alimentaire ont cessé depuis le 31 mars, on observe une très grande disponibilité de stocks. Ces derniers, en partie pré-positionnés, sont prêts à être mobilisés en cas d'urgence. Toutefois, la zone métropolitaine et la péninsule du Nord-Ouest méritent une attention particulière. La zone métropolitaine et ses environs, en situation de sécurité alimentaire relativement bonne en temps normal, ont été les plus durement touchés par la catastrophe. Cette région dépend maintenant beaucoup plus de l'assistance internationale pour assurer la sécurité alimentaire de ses habitants. Vu que plus du tiers de la population du pays y réside, le plus grand nombre de personnes en insécurité alimentaire, si l'assistance humanitaire venait à diminuer drastiquement, pourrait s'y trouver.

Dans la pointe occidentale de la péninsule du Nord-ouest (généralement considérée en situation d'insécurité alimentaire élevée et chronique depuis plusieurs années), la faiblesse de la production agricole depuis 2009 a engendré une diminution de la disponibilité alimentaire. On s'attend même à une aggravation de la situation, vu que cette région fait actuellement face à un déficit de pluies, signalé également dans les départements de l'Artibonite et du Nord où la sécheresse a déjà causé des pertes dans les jeunes plantations de haricot et de maïs.

Accès aux aliments

La reprise de l'activité économique a été plus rapide que prévue, atteignant peut-être le niveau d'avant-séisme. Par exemple, après la réouverture des classes, le sous-secteur éducation, d'ordinaire dynamique par rapport au nombre d'emplois générés, fonctionne à plus de 60 pourcent de sa capacité. Dans la zone métropolitaine, la reprise aussi des activités informelles et l'assistance internationale (activités de cash for Works et de Food for Works) aident les plus pauvres à faire face à leurs besoins alimentaires, même si certains de leurs besoins primaires restent encore insatisfaits. Le PNUD, l'USAID et d'autres acteurs (le PAM, L'Oxfam, la FAO, l'Union Européenne, etc.) ont contribué à créer de nombreux emplois temporaires, soit environ 100,000, dans le ramassage des débris causés par le séisme et le nettoyage des rues. Le secteur

de la construction constitue aussi une importante source de revenus pour les plus pauvres des bidonvilles. Sa reprise est de nature à augmenter le nombre d’embauche dans ce milieu. De plus, le processus de la reconstruction du pays, avec les nouveaux emplois qui seront générés, est à même de créer les conditions favorables à une ‘amélioration de la sécurité alimentaire à court et moyen terme.

L’apport financier de la diaspora haïtienne, surtout du Canada et des Etats-Unis, s’est considérablement accru, notamment après le 12 janvier. En effet, contrairement au début de 2010 et tend à s’accroître davantage. Ces transferts profitent cependant plus aux catégories des familles urbaines aux revenus moyens qu’aux familles rurales.

En milieu rural, les travailleurs agricoles ont repris leurs activités, avec l’arrivée des premières pluies favorisant un début de semis dans le cadre de la campagne agricole de printemps. Quant à l’impact du travail agricole et des revenus liés à l’aide humanitaire sur la sécurité alimentaire, les prochaines enquêtes permettront de l’évaluer. De même, elles permettront de savoir si effectivement les populations déplacées sont retournées dans la zone métropolitaine. Car tout semble indiquer qu’une bonne proportion aurait regagné leur zone de résidence respective ou un camp d’hébergement quelconque.

Quant aux prix des aliments de base, ceux-ci avaient beaucoup augmenté après le séisme, puis chuté quelques semaines suivantes (voir Figure 3) en raison, entre autres, de la distribution massive d’aide alimentaire d’urgence. Malgré tout, ils n’atteignent pas encore le niveau pré-séisme. Par exemple, à la fin d’avril, le prix des quatre aliments de base les plus importants (maïs local, haricot rouge, riz importé, sorgho) était en moyenne plus élevé que celui enregistré la veille du séisme. Leur prix respectif a progressé en moyenne de 34%, 20%, 12% et 24%, entre décembre 2009, et Avril 2010. Ainsi, pour l’ensemble de l’économie, le taux d’inflation, très faible au dernier trimestre de l’année 2009, a quelque peu augmenté après le séisme. Ramené à une base annuelle, il a été de 6,1 % en janvier, 5,2% en février, 6,1% en mars et 6.3% en avril 2010 (IHSI, mai 2010).

En somme, les conditions courantes de sécurité alimentaire, détériorées après le passage du séisme, tendent présentement à s’améliorer. En effet, les zones métropolitaine et de Léogane par exemple, qui d’habitude bénéficiaient d’une sécurité alimentaire généralement bonne (Couleur verte sur les cartes), ne sont pas en rouge (haute insécurité alimentaire) plus de deux mois après la catastrophe. Elles sont considérées pour l’instant en insécurité alimentaire modérée. Mais le Nord-Ouest, quoiqu’indirectement affecté par le séisme, se trouve en insécurité alimentaire élevée (fig.1) en raison surtout des problèmes de disponibilité alimentaire et de sécheresse auxquels il fait face depuis l’année dernière.

Figure 2. Evolution récente des transferts de la diaspora (en millions de dollars US)

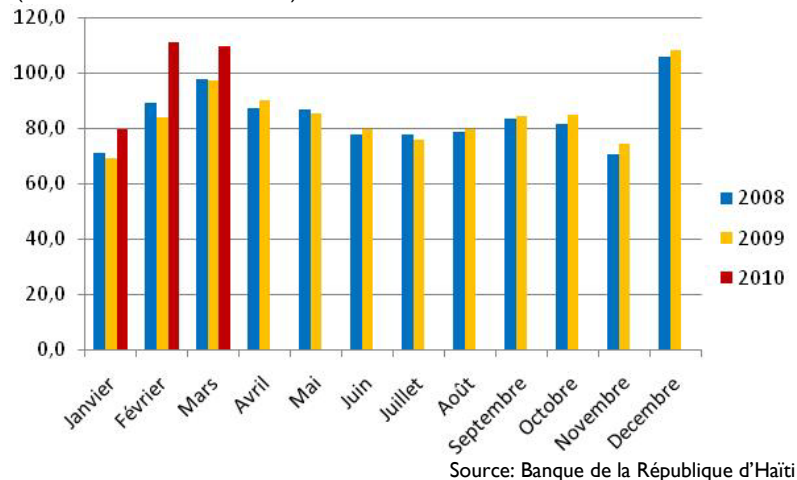
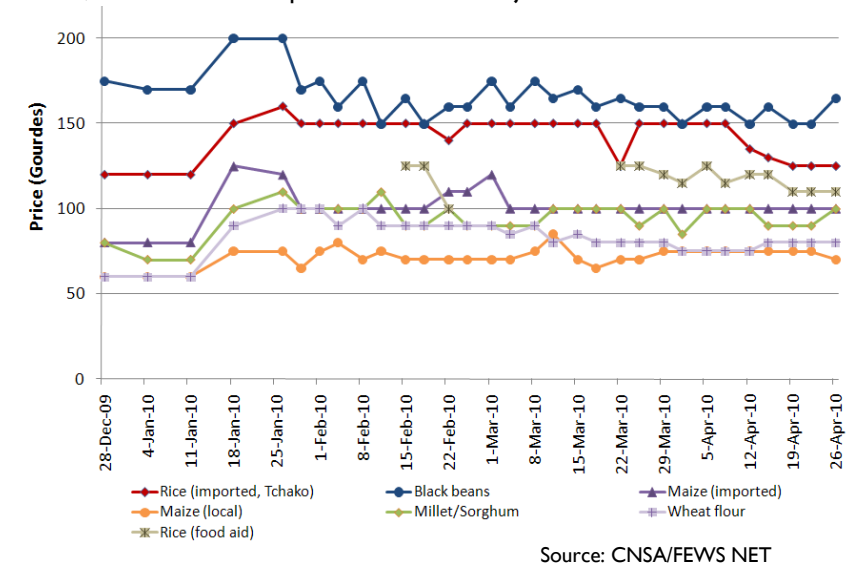


Figure 3. Tendence des prix des aliments de base, Croix-des-Bossales market, Port-au-Prince depuis le séisme du 12 janvier 2010



Perspectives de sécurité alimentaire (avril-septembre 2010)

Les principales variables et les tendances retenues pour le scénario le plus probable de sécurité alimentaire (i.e. hypothèse de base) pour la période d'avril à septembre 2010 sont résumées dans le Tableau 1. Les autres variables importantes susceptibles d'influencer la sécurité alimentaire au cours de la période retenue, mais dont la probabilité de se produire est faible, sont présentées dans le Tableau 2. L'évolution de ces variables a été analysée spécifiquement par rapport à l'impact qu'elles auraient sur la disponibilité alimentaire et surtout sur l'accès aux aliments (déterminé notamment par la tendance des prix des aliments et par les revenus).

Les perspectives d'assistance internationale, les prévisions de pluies au-dessus de la moyenne, l'appui en intrants et le support technique à la grande campagne agricole de printemps, l'évolution encourageante des transferts provenant de la diaspora, l'intensification des programmes de *cash-for-work*, sont autant de facteurs susceptibles d'améliorer les conditions de sécurité alimentaire dans les zones les plus affectées par le séisme et même à travers le pays. Toutefois, selon les scénarios les plus probables, les conditions actuelles de sécurité alimentaire ne devraient pas tellement évoluer d'ici fin juin, car les différents programmes de reconstruction n'auront pas encore démarré et la récolte des semis de printemps aura à peine commencé. En outre, l'insécurité alimentaire surtout des zones enclavées du département de la Grande Anse (ex. communes d'Abricot, de Pestel et de Grand Boucan), ou du Sud-est (ex. Côte de Fer et Grand Gosier) va probablement se détériorer d'ici juin 2010 pour s'améliorer après la récolte de juillet-août. Ces zones mal desservies par le réseau routier ont plus difficilement accès aux marchés et ne tireront pas profit des prix relativement bas.

Tableau 1. Hypothèses posées dans le scénario le plus probable, période Avril-Septembre 2010

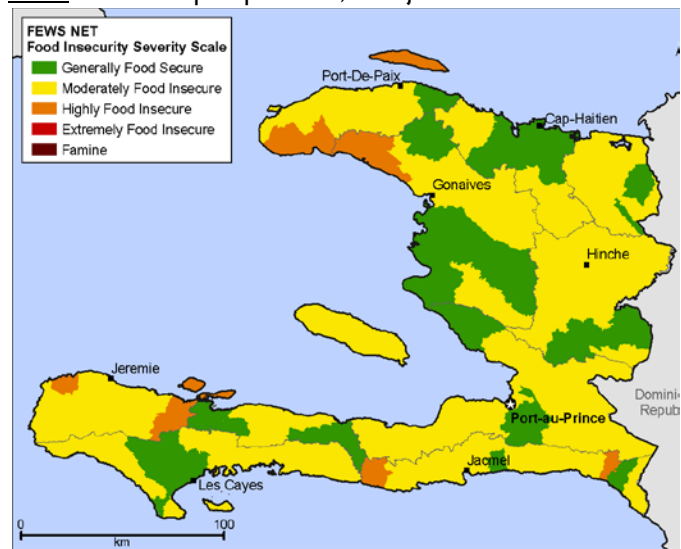
Variables	Hypothèses et impacts attendus sur la sécurité alimentaire	Validité
A. Pour tout le pays		
Assistance externe	L'assistance externe s'annonce plus importante qu'auparavant. La communauté internationale est mobilisée pour aider à reconstruire Haïti tout en participant à la gestion des ressources disponibles. Environ trois milliards de dollars (équivalant à environ la moitié du produit national brut de l'année) sont promis pour les 18 prochains mois. Ceci devrait favoriser la création de nombreux emplois dans le pays et augmenterait le pouvoir d'achat des ménages. On fait ici l'hypothèse que l'exécution des programmes liés à cette assistance se ferait de façon décentralisée pour bénéficier à tout le pays et non à la seule zone métropolitaine.	Avril/septembre 2010
Evolution des prix des principaux aliments, autres biens et services essentiels	Influencés par les cours internationaux des produits de base, les prix des produits alimentaires sont stables et devraient le rester jusqu'à la prochaine récolte en juillet. Les cours internationaux du riz, l'une des céréales les plus consommées, affichent une tendance à la baisse. A partir de juillet, les prix devraient baisser encore plus, en raison de la récolte des semis de printemps. Les pauvres qui dépendent principalement des marchés, devraient profiter de cette baisse de prix pour un meilleur accès aux aliments.	Avril/septembre 2010
Production agricole	En se basant sur des prévisions de pluies supérieures à la moyenne (elles causent le plus souvent des dégâts localisés mais sont généralement favorables aux récoltes au niveau national) et la distribution d'intrants agricoles, on peut espérer une production agricole équivalente à celle de l'année dernière (production qui était généralement bonne). Toutefois, la répartition géographique des pluies, pour cette période, n'est pas garantie, ce qui est illustré à la mi-mai par le déficit pluviométrique temporaire observé dans les départements du Nord, du Nord-Ouest et de l'Artibonite.	Avril/septembre 2010
Risques et désastres	Avec des prévisions de pluies et d'activité cyclonique supérieures à la moyenne, il y aura probablement beaucoup d'inondations et d'ouragans, au moins localisés. Les villes côtières, très vulnérables aux cyclones et tempêtes tropicales, sont particulièrement menacées dans les six prochains mois. Toutefois, les secours d'urgence devraient être plus rapides en raison d'une forte présence d'organisations humanitaires et du pré-positionnement des aides d'urgence déjà effectué. Ceci réduirait le risque d'insécurité alimentaire aigue qui accompagne souvent les désastres naturels en Haïti.	Avril/septembre 2010

2. Zone métropolitaine et les zones voisines les plus affectées par le séisme		
Emplois/revenus	<p>Le commerce, particulièrement celui pratiqué par les pauvres en milieu urbain, semble retrouver son niveau d'avant séisme. La reprise des activités scolaires en avril, permettra à des milliers de personnes de travailler et d'accéder ainsi à un revenu monétaire. Dans le milieu rural, les travailleurs agricoles trouvent des emplois avec la reprise des activités de semis liées au lancement de la campagne agricole de printemps. Ces travaux démarrent certes à des époques différentes selon les régions mais s'étaleront d'avril à août, coïncidant avec la période des récoltes.</p> <p>Des activités de <i>cash-for-work</i>, supportées par différents bailleurs, devraient augmenter dans la zone métropolitaine. Toutes ces activités devraient profiter aux pauvres, en termes de revenus, ce qui leur garantirait un plus grand accès aux aliments.</p>	Avril/septembre 2010
Transferts de la diaspora	Le niveau des transferts de la diaspora a augmenté suite au séisme et devrait maintenir cette tendance pendant un certain temps.	Avril/septembre 2010
Conditions sanitaires	L'hygiène et les conditions de vie dans les nombreux camps de déplacés suite au séisme laissent encore à désirer. Les risques d'épidémies sont élevés, mais la présence d'agences spécialisées et la surveillance des foyers de maladies devraient minimiser l'occurrence de ces épidémies ; Ce qui, autrement, contribuerait à l'aggravation de l'insécurité alimentaire dans les camps par une mauvaise utilisation des aliments.	Mars-juin 2010

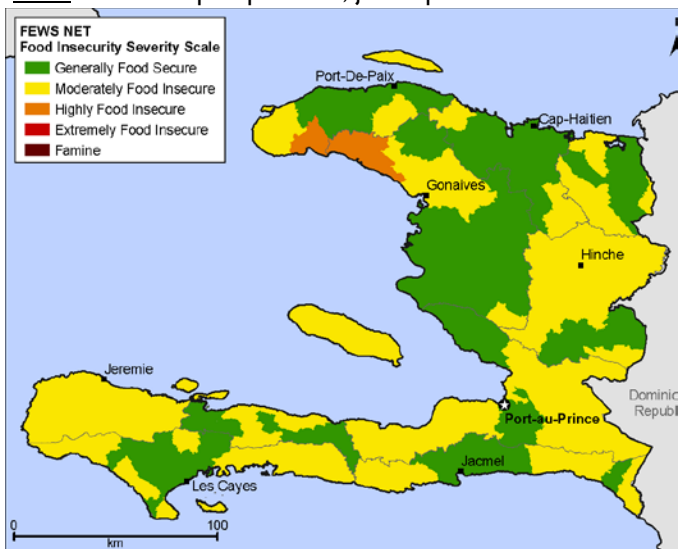
De juillet à fin septembre, la récolte et une plus grande exécution des programmes de reconstruction du pays seront favorables à la sécurité alimentaire. Des zones en situation d'insécurité alimentaire élevée passeraient au stade modéré (e.g. Bombardopolis, Pestel et Grand Boucan dans la Grande Anse; Côte de Fer et Grand Gosier dans le Sud-est). De même, une très grande partie de l'Artibonite, du Nord et de l'Ouest devraient, suite aux récoltes et aux programmes de réponse, passer de l'insécurité alimentaire modérée à une bonne sécurité alimentaire. La nature et le rythme d'exécution des programmes de réponse seront déterminants dans l'évolution de la sécurité alimentaire en Haïti au cours des cinq prochains mois. Des facteurs défavorables à l'évolution positive attendue au cours des prochains mois sont présentés dans le tableau 2.

Figure 3. Sécurité alimentaire dans le scénario le plus probable, avril-septembre 2010

3-A. Scénario le plus probable, avril-juin 2010



3-B. Scénario le plus probable, juin-septembre 2010



Source: CNSA/FEWS NET

Note : Les zones ne sont pas homogènes et des communes contigües telles Kenskoff (Ouest) et Marigot (Sud' Est) sont l'une en vert et l'autre en orange. Des poches d'insécurité alimentaire élevée peuvent se cacher au sein de communes considérées comme généralement en sécurité alimentaire.

Zone concernée	Événements pouvant changer le scénario de base	Impacts sur la sécurité alimentaire	Probabilité**	Indicateurs à surveiller
Tout le pays, mais surtout dans zone métropolitaine et les grandes villes du pays	Aggravation de l'insécurité civile	L'insécurité civile empêche le bon approvisionnement des marchés des zones les plus touchées et crée un climat peu propice à la création de nouveaux emplois. Ceci réduit la disponibilité des aliments sur les marchés et rend difficile l'accès économique aux aliments et autres biens et services essentiels, surtout pour les pauvres.	Peu probable. Malgré la fuite de nombreux prisonniers et en dépit des élections prévues avant la fin de l'année, ces éventualités sont peu probables car la police nationale est mieux équipée et déterminée. Des forces internationales sont aussi prêtes à l'épauler.	- Nombre et sévérité d'incidents d'insécurité - Nombre et importance des manifestations politiques -Création d'emplois
Tout le pays	Désengagement de la communauté internationale	Le désengagement conduirait à un ralentissement des décaissements de l'aide promise, ce qui ralentirait aussi la reconstruction et la création d'emplois.	Très peu probable	- Nombre de nouveaux emplois créés - Rythme de décaissements des financements promis.

** Niveau de probabilité	Description
Peu probable	Pourrait se produire durant la période si les conditions actuelles changeaient modérément
Très peu probable	Pourrait se produire durant la période si les conditions actuelles changeaient significativement

Recommandations

Les perspectives s'annoncent plus ou moins bonnes pour les six prochains mois. L'assistance internationale, les prévisions de pluies au-dessus de la moyenne, l'appui en intrants (engrais et semences), l'encadrement technique dans le cadre de la grande campagne agricole de printemps, l'évolution encourageante des transferts provenant de la diaspora haïtienne particulièrement des Etats Unis et du Canada, sont des facteurs susceptibles d'améliorer les conditions de sécurité alimentaire dans les zones les plus affectées par le séisme et même à travers le pays. Toutefois, la CNSA et FEWS NET attendent l'actualisation de l'Evaluation Rapide de la Sécurité alimentaire en Situation d'urgence (ESASU) prévue pour la mi-juillet 2010, et l'analyse compréhensive de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (ACSAV), juin 2010, pour estimer le nombre de personnes en insécurité alimentaire.

En attendant, les mesures suivantes sont préconisées :

- 1) Se renseigner davantage sur la situation des personnes sinistrées hébergées dans les différents camps pour un meilleur ciblage des interventions;
- 2) Intensifier les programmes de « nourriture et d'argent contre travail » au profit des populations urbaines déplacées pour atténuer les effets du tremblement de terre et préparer la prochaine saison cyclonique ;
- 3) Renforcer et prolonger l'assistance fournie aux planteurs pour que la campagne agricole de printemps soit une réussite ;
- 4) Accélérer la préparation des plans de contingence pour faire face à la saison cyclonique 2010.